



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération ~ Arc Sud Bretagne ~ Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : Vendredi 22 février 8h30-20h30

Lieu : Salle polyvalente « le Triskell »
- Ploeren (56880)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale et enregistrée sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Une cinquantaine de personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 4 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 69 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres de s'exprimer sur les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette séquence. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les « sous-catégories » indiquées ont été créées par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, elles n'ont pas été validées par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Réduire le mille-feuilles administratif

7

Moins de comités, Plus de pouvoir

Un participant : « Il y a beaucoup de commissions en France, entre autres la commission du conseil économique sociale et environnemental, c'est Mme Jouanno qui avait été prévue pour le grand débat si je ne m'abuse, et elle s'est désistée¹.

Ces commissions, qui ne sont que des commissions consultatives, il en y a à peu près une vingtaine. Elles servent à quoi ? J'aimerais le savoir, puisqu'au niveau fiscal, je pense que l'on a beaucoup trop d'impôts à payer pour payer ces gens-là. Avant de nous imposer, l'Etat doit d'abord faire des restrictions ou des économies. Il y a trop d'élus, trop de commissions rien qu'au niveau de notre région on a la Région, le Département, l'Agglo, la Mairie...à un moment, arrêtons le mille-feuilles ça nous coute beaucoup trop d'argent ! Qu'on supprime une grande partie de ces comités, et que ceux qui restent ne soient plus consultatifs et aient une efficacité ! »

EMPLOI PUBLIC

Non à la précarité dans le service public

4

Une participante : « Il y a un scandale dans la fonction publique qu'elle soit hospitalière, territoriale ou d'Etat. L'Etat emploie des gens de plus en plus pour des emplois précaires. Moi j'ai rencontré des infirmières à l'hôpital de Vannes, ça fait 6 ou 7 ans qu'elles sont infirmières et elles ne sont pas titularisées, elles restent toujours à 1500 euros par mois, et c'est sur tout le territoire français que ça existe ! On dit qu'il faut supprimer les fonctionnaires mais on ne les supprime plus : on les emploie sous contrat pendant des années, si bien que les personnes n'évoluent pas dans leur carrière. Je suis une ancienne cadre de la Fonction Publique Hospitalière et franchement je n'aurais pas envie d'y rentrer actuellement, quand on voit comment ils sont exploités et n'ont pas d'ascenseur social, parce qu'on les titularise plus.

Il y a un fossé qui s'est creusé : il y a des gens qui sont privilégiés à fond et il y a un disfonctionnement sur la redistribution. Monsieur Macron disait toujours : il faut que du haut ça descende en bas. Moi je pense que ça ne descend pas beaucoup en bas ! »

RURALITE

Présence minimum du service public dans la ruralité

4

Un participant : « Je ne sais pas si c'est le cas en Bretagne mais je viens d'un département du centre de la France, le Cantal, où ça devient un véritable désert des services publics. Les gens dans les villages se retrouvent sans plus personne : la Poste, les services fiscaux...il n'y a plus rien ! C'est quand même dommage qu'il n'y ait pas un minimum qui reste en place dans certains bourgs ! »

Egalité pour tous pour internet

1

La connexion internet pour tous

2

Un participant : « Ça fait un an et demi que j'habite à Ploeren et je n'ai pas internet. Aujourd'hui, internet est primordial, vital : on y paye nos impôts, on contacte le médecin, on joint nos enfants qui, eux, travaillent dessus, alors que fait l'Etat à ce niveau-là ? »

Une participante : Nous sommes tout un groupe d'une zone rurale qui est plutôt abandonnée. Pour internet, on est sortis d'une zone blanche il y a dix ans et on nous a installé un NRA² à 4,5km, 3 ans de combat pour avoir un débit ridicule ! On se retrouve à nouveau dans une impasse face aux investisseurs (pouvoirs publics, Orange...) et donc on continue à avoir de très gros problèmes. On s'est manifesté dans la presse, on a fait des réunions et il n'y a rien ! L'Agglo et Orange n'ont pas réussi à s'entendre et comme on est maintenant en « zone grise », on

¹ Chantal Jouanno préside la Commission Nationale du débat Public (CNDP) qui est une autorité administrative indépendante (même statut que la CNIL par exemple) et a pour objet de « faire respecter et d'assurer la correcte mise en place des procédures de démocraties participative prévues par la loi » ou volontaires. Elle organise les débats publics autour de grands projets. Son rôle n'est pas consultatif. Chantal Jouanno s'est retirée en janvier du Grand Débat National, mais reste la présidente de la CNDP, qui poursuit ses activités habituelles (voir sur son [site internet](#))
La CNDP n'a pas de lien direct avec le Conseil Economique, Sociale et Environnemental (CESE). Le CESE est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

² NRA= Nœud de Raccordement d'Abonnés : local technique sécurisé au sein duquel sont raccordées toutes les lignes téléphoniques appartenant à la même boucle locale.

ne peut pas accéder aux services de Megalis³, Orange ne va déployer sa fibre qu'en zone dense ... donc c'est de la galère quotidienne notamment pour les foyers avec ados !

La fibre c'est la seule solution, puisque de toute façon le cuivre va être abandonné par Orange !

On n'a pas été entendus, on a pas été écoutés et aujourd'hui on est méprisés, par contre les impôts on le paye autant que les autres ! En zone rurale, on a le droit aux mêmes services que les autres ! »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Faire apparaître le mot élus dans le financement

2

Un participant : « Dans la [Lettre aux Français](#) du Président de la République, on nous dit que l'impôt finance les services publics (les profs, les pompiers, les militaires les magistrats etc.) et je ne vois pas les élus. Si on fait une énumération je ne vois pas pourquoi les élus n'y apparaissent pas... c'est quand même une part importante des impôts qui part pour les financer donc ça me choque de ne pas les voir apparaître dans la liste ! »

Pouvoir appréhender ce qu'on paye à l'Etat et ce qu'il nous offre

Un participant : « Moi je voulais souligner que dans les gens qui sont payés par l'Etat, il y a les personnels hospitaliers, les enseignants... donc je pense que les taxes et les impôts même si, c'est sûr, il y a des choses à revoir, il ne faut pas oublier qu'on alimente quand même la population des fonctionnaires et que c'est nécessaire. Inversement on sait qu'on est beaucoup taxés mais il y a aussi beaucoup de choses qui sont données aux gens sous forme d'aides. On est l'un des pays où il y a le plus d'aides sociales donc je crois qu'il faut bien réfléchir à ce qu'on fait entre les taxes d'un côté et les aides sociales. »

EQUITE FISCALE

Impôts pour tous

Mieux adapter les tranches d'imposition

5

1

3

Un participant : « Je pense qu'il serait logique que tous les citoyens payent l'impôt sur le revenu, même pour des sommes symboliques. Ça me semble important qu'on ait une vision globale au sein de la population. Il faut aussi des tranches qui soient adaptées au revenu de chacun et je pense qu'une tranche supplémentaire vers le haut est nécessaire pour qu'il y ait un équilibre au niveau de la fiscalité et des citoyens. »

Moduler la TVA : 0% sur les produits de première nécessité

2

Baisser les taxes pour permettre à tous les citoyens de payer l'impôt sur le revenu

2

Un participant : « Je suis d'accord avec le principe de l'impôt sur le revenu pour tous : c'est le seul impôt qui est juste puisqu'il est directement lié aux revenus. 50% des français ne le payent pas et je suis pas sûr que dans la salle ceux qui ne payent pas d'impôt seraient d'accord pour le payer en plus du reste. Le « gilet jaune » type c'est un couple de travailleurs avec des enfants ils ne payent pas d'impôt mais ils ont quand même des difficultés financières en fin de mois, donc il faut compenser le fait de payer l'impôt sur le revenu par une baisse de la fiscalité ailleurs comme sur la TVA, en la mettant à 0% sur les produits de première nécessité et en la baissant dans d'autres domaines. Il faudra forcément compenser la hausse d'un impôt par la baisse d'autres taxes »

Pas d'impôts sur l'impôt

3

Un participant : « J'avoue que j'ai vraiment du mal à accepter de devoir payer de la TVA sur des taxes, par exemple sur les carburants il y a tout un tas de taxes qui s'alignent les unes derrière les autres et au bout du compte on nous taxe encore avec la TVA. »

Rendre l'impôt plus simple et plus compréhensible

3

Une participante : « Il faut demander au service des impôts qu'ils soient beaucoup plus pédagogiques dans leurs documents parce que c'est très compliqué et très facile de se tromper. »

RETRAITES

³ [Mégalis](#) : Syndicat mixte piloté par les collectivités territoriales (Région, départements, agglomérations... et qui a en charge le développement du haut-débit sur le territoire

Plus de priorité à ceux qui ont payé et cotisé en France

1

Un participant : « Moi je voudrais savoir pourquoi qu'une mère au foyer n'a pas de retraite parce qu'elle n'a pas cotisé bien sûr et qu'une étrangère qui arrive elle en a une. On se demande laquelle est française... »

Un autre participant (à propos de l'Europe) : « Ce qui me choque aujourd'hui au niveau de l'Europe : vous avez une famille bulgare qui arrive en France vous avez une personne bulgare qui a plus de 60 ans qui arrive en France elle a le droit à 960 euros par mois de retraite et elle n'a jamais cotisé ! »⁴

Remettre la demi-part⁵ pour les veufs/veuves

5

Une participante : « Il faut absolument remettre la demi-part pour les retraités veufs puisqu'ils touchent systématiquement un salaire et demi avec la demi-pension du conjoint, et un salaire et demi pour une part fiscale c'est énorme ! »

Réforme des régimes spéciaux de retraite

3

Egalité des citoyens face à la retraite

3

Une participante : « Je trouve absolument anormal qu'il y ait des différences de conditions de départ à la retraite qui soient aussi importantes. Comment on peut justifier qu'une personne puisse partir à la retraite entre 50 et 60 ans et que d'autres ne puissent pas ? Moi je suis infirmière et je partirai à 67 ans donc je voudrais savoir pourquoi des professions ont l'obligation de travailler autant ? Est-ce qu'il y a des professions qui sont "moins chanceuse" ? C'est difficile, mais il faudrait revoir tous ces régimes spéciaux qui sont absolument anormaux à mon avis. »

Indexation des pensions de retraite sur le coût de la vie

3

Trop de taxes pour les retraités. Trop d'impôt tue l'impôt

3

Augmenter le pouvoir d'achat

4

Impôts et taxes raisonnables

1

Un participant : « Je voudrais parler de notre pouvoir d'achat : taxe foncière, taxe d'habitation, taxe sur le gasoil, taxe sur ci, taxe sur là... On est étouffés, nous les retraités. On n'en peut plus le 20 du mois et pour nos enfants c'est pareil ! Que fait le gouvernement à ce niveau-là ?

Moi pour la transition écologique je veux bien que ce soit taxé mais toute taxe doit être raisonnable or je pense qu'on est sur un abus, on est étouffés ! Trop d'impôt tue l'impôt ! »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

JEUNESSE

Favoriser la participation des jeunes et les impliquer dans la citoyenneté

3

Une participante : « Personne n'est responsable dans cette pièce mais je suis un peu déçue que les jeunes ne soient pas là. Je pense que ce serait bien qu'on les implique un petit peu par rapport à ce qui se passe en ce moment car c'est quand même eux qui ont l'avenir de la France entre les mains. Il faudrait que les jeunes, à partir du lycée, s'impliquent dans la citoyenneté, dans le respect de l'environnement là où ils vivent, parce que nous, on ne pourra pas tout changer, c'est eux qui doivent changer les choses ! »

⁴ Il faut distinguer dans la protection sociale les systèmes d'assurance et d'assistance.

Pour les systèmes d'assurance (assurance maladie, prestations chômage, retraite...), les travailleurs versent une cotisation en fonction de leur revenu, et s'ouvrent ainsi des droits, notamment à une pension de retraite.

Les prestations d'assistance (minimas sociaux, allocations familiales) sont versées sous conditions mais sans nécessité de cotisation préalable et sont financées par l'impôt. L'ASPA, qu'on appelle communément le « minimum vieillesse » est un montant minimum garanti, qui n'est pas systématiquement versé intégralement mais en complément des revenus de la personne pour arriver à ce montant. Il est accordé aux français et européens dans les mêmes conditions, tandis qu'un étranger non européen doit pouvoir justifier de 10 ans de résidence légale en France. Il est versé aux plus de 65 ans sous conditions de ressources et s'élève à 868,2 € mensuels. Les pensions de retraite des personnes ayant cotisé pendant leur carrière peuvent être inférieures à ce montant mais elles ont dans ce cas le droit à un complément, à condition de le demander. Source : [Service public](#)

⁵ Les veufs et veuves, qui touchent une part de la pension de retraite de leur conjoint décédé (pension de réversion) pouvaient jusqu'en 2014, déclarer une demi-part supplémentaire pour l'impôt sur le revenu. Cette possibilité est désormais réservée aux personnes ayant encore au moins un enfant à charge.

Redonner aux jeunes une envie d'avenir

4

Un participant : « C'est vrai qu'il y a peu de jeunes qui participent au débat mais, pour avoir travaillé avec eux de nombreuses années, je crois que pour ceux qui vont faire partie de la classe moyenne, et de la classe ouvrière, l'horizon est passablement bouché. Ils ne voient pas du tout ce qu'ils vont devenir alors ils vivent au jour le jour, c'est le brouillard, et ils ne voient pas ce que la vie va pouvoir leur offrir. La solution vient peut-être par l'emploi, une vision de l'emploi qu'ils n'ont plus... Quand on entend quasi-quotidiennement des nouvelles sur des entreprises qui ferment, quelle perspective peuvent avoir des jeunes issues d'un milieu moyen ? Ils n'ont pas envie de simplifier ! »

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire

4

Prendre en compte le vote blanc

5

Un participant : « Je suis partisan du fait que le vote devienne obligatoire. Il faut que le vote blanc soit accepté et je trouve que c'est le minimum pour vivre en démocratie. »

ELUS

Exiger un casier judiciaire vierge pour tous les élus

20

Une participante : « On demande à bien des professions d'avoir un casier judiciaire vierge et pour les hommes de l'Etat (élus) ce n'est pas exigé et c'est bien malheureux ! »

Halte aux privilèges des élus (retraites...)

12

Un participant : « Moi ce qui m'a choqué, c'était monsieur Debré qui était au perchoir⁶ et a fait voter 6 mois avant sa démission une loi ou une personne qui est députée si elle n'est pas réélue, va toucher son salaire pendant 5 ans... Dans une entreprise quelle qu'elle soit quand on travaille 5 ans et qu'on est mis à la porte ou qu'on part, on n'est pas payés !

Autre chose, un député qui a un mandat de 5 ans a une retraite de 1500 euros à l'âge de la retraite, le double pour deux mandats...c'est cumulable 4 fois. Une personne qui a travaillé 20 ans va toucher 6500 euros de retraite⁷ ! Moi j'ai bossé 47 ans je n'ai pas ça ! »

Députés trop absents

6 1

Un participant : « C'est vrai que quand on voit le train de vie là-haut c'est aberrant ! Il faut arrêter tout ça parce que ça nous coute très cher ! Je regarde de temps en temps les réunions à l'assemblée l'après-midi on les voit tous en train de regarder leurs téléphones (c'est à se demander si ça dort pas) et quand il y a des lois à voter, je sais même pas si y a les 50% dans la salle... »

Un autre participant : « Ce qui est choquant c'est que les députés, qu'ils soient présents à l'assemblée ou pas ils ont leur salaire de payé : moi demain je ne vais pas au travail, mon patron il paiera pas ! Je regarde les émissions à la télé et quand on voit des députés qui sont en train de dormir ou de lire leur journal pendant l'assemblée alors qu'ils sont payés c'est lamentable ! »

Réduire le train de vie des élus

2

Préserver la représentativité des élus/préserver la démocratie

2

Un participant : « Je suis étonné des propos qui sont globalement tenus au niveau des élus, des assemblées etc., et je trouve qu'il faut qu'on souligne quand même qu'on est en démocratie, qu'on est dans un pays qui a cette chance. Je pense que nous avons le pouvoir de voter, de choisir les gens qui sont mandatés par nous les citoyens pour faire les choix et qu'il faut garder la démocratie, garder des élus il faut garder des votes »

⁶ « Perchoir » : surnom donné à la Présidence de l'Assemblée Nationale. Jean-Louis Debré a occupé ce poste de 2002 à 2007

⁷ Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts, pendant 5 ans maximum s'ils ne trouvent pas d'emploi.

Concernant leur retraite, les députés cotisent pendant leur(s) mandat(s) à la Caisse de pensions des députés et anciens députés. La pension est calculée sur le même principe que celle des fonctionnaires.

Source : [Assemblée nationale](#)

Voir aussi cet article de synthèse du journal [Le Monde](#)

Reconnaître le travail des élus et rémunérer en conséquence

3

Un participant : « Je suis un peu désolé qu'on matraque en ce moment députés, sénateurs et même les maires ! Je voulais rappeler que, quel que soit les élus, ce n'est pas un métier, c'est une fonction et ils sont indemnisés. Ils sont sur le terrain aussi ! Les députés et les maires ils ont un sacré boulot et moi je leur tire un grand coup de chapeau ! Je pense qu'il y a un travail des élus qu'on imagine pas et je pense qu'il est légitime de les indemniser. »

FONCTIONNEMENT LEGISLATIF

Rendre les lois plus efficaces
Supprimer les niches fiscales
Minimum de votes pour une loi

3

4

1

4

Un participant : « On s'aperçoit que quand il y a un problème particulier en France, c'est l'habitude, on crée une nouvelle loi et on la fait financer avec une niche fiscale ou un truc comme ça ; et on s'aperçoit quelques temps après que finalement ça n'a pas servi à ce qu'on voulait. Y en a qui se sont enrichi c'est à dire tous les intermédiaires - pas seulement l'Etat mais plutôt les entreprises etc. qui s'engouffrent dans les niches dites fiscales - et finalement ça ne va pas là où ça devait aller. »

Un autre participant : « Rendre le vote obligatoire je suis pour, mais quand on voit que le dernier vote à l'assemblée a été fait avec 57 députés sur 500...le vote devrait être obligatoire aussi à ce niveau-là ! D'ailleurs il y a une loi qui a été votée : 57 participants dans l'assemblée et la loi a été votée avec 35 contre 20, vous trouvez ça normal ? Moi ça me choque ! »

Renforcer la présence et les votes des élus au niveau de l'Assemblée nationale et du parlement européen

2

Pas de nouvelles lois avant de vérifier les anciennes lois
Faire des lois applicables

2

3

Un participant : « On entend quotidiennement que des nouvelles lois sont votées et je m'interroge sur les lois déjà existantes : que sont-elles devenues ? Est-ce qu'elles sont regardées avant d'en créer de nouvelles ? Je n'en suis pas persuadé. On fait un empilement de nouvelles lois sans s'occuper de ce qui existe déjà et je crois que ça serait nécessaire qu'il y ait une recherche effectuée avant de proposer quelque chose de neuf. Il faut aussi vérifier qu'elles soient applicables parce qu'il y en a quand même pas mal qui restent en rade avec, pour certaines, des décrets d'application qui ne voient jamais le jour »

Préserver le contre-pouvoir du Sénat

1

2

Un participant : J'ai été très heureux en tant que citoyen de voir le rôle de contre-pouvoir du Sénat dans l'affaire Benalla et j'estime qu'ils ont fait un excellent travail donc je ne suis pas persuadé qu'ils ne servent à rien. »

EUROPE

NB : Ces remarques ont été faites, après que l'animateur ait proposé d'évoquer le sujet.

Territorialisation des dépenses européennes

3

Une participante : « Moi je ne suis peut-être pas assez impliquée et je vois de ma petite lorgnette mais l'Europe va mal et nous avons des difficultés avec les échanges entre nos pays. Les agriculteurs dépendent trop de l'Europe et des décisions européennes de Bruxelles, les pêcheurs aussi sont en difficulté, donc moi je ne suis pas contre l'Europe mais actuellement l'Europe c'est un petit peu déroutant et je crois que notre pays en bave à cause de l'Europe, de leurs normes et de leurs décisions. On est à plat ventre devant eux et du coup dans notre pays on est dans la misère et on a du mal à joindre les deux bouts ! Je pense qu'on est beaucoup trop nombreux dans l'Europe et du coup elle n'avance pas, parce que les autres pays donnent chacun leurs arguments, ce qui est normal, mais je pense que nous on en pâti... »

Uniformiser les règles pour une cohérence globale en Europe

4

Une participante : « Pour l'Europe, il faudrait qu'il y ait une unification au niveau des charges patronales notamment. Vous avez des transporteurs qui viennent de l'étranger et ils n'ont pas du tout les mêmes conditions

de travail donc on peut pas parler d'égalité entre tous les gens qui travaillent au niveau de l'Europe : les Français ils peuvent plus rivaliser avec tout ça ! »

TRANSITION ECOLOGIQUE

AGRICULTURE

Priorité à l'alimentation humaine dans l'agriculture

4

Un participant : « Aujourd'hui on incite les agriculteurs à investir dans des outils de méthanisation (qui coutent 2 millions d'euro) qu'on va alimenter avec du maïs pour la fermentation. Résultat : ça fait monter le prix du maïs, la pression foncière... et pendant ce temps-là effectivement on a des gens qui meurent de faim, qu'on n'arrive pas à nourrir. On n'essaie pas de réfléchir un peu plus loin, c'est un effet de mode. »

Harmonisation des normes européennes pour l'agriculture Plan pour l'agriculture à moyen terme Désinstitutionnaliser l'agriculture

3

2

2

Un participant : « Je travaille dans l'agroalimentaire et je sais ce qui se passe dans la vie de tous les jours : il n'y a pas très longtemps, la France était le premier producteur laitier européen et c'était la même chose en activité porcine et en volailles. Sauf qu'aujourd'hui la France est le meilleur élève, applique toutes les réglementations qui s'imposent et on s'est fait doubler par les Polonais qui produisent aujourd'hui plus de volaille que nous, les Espagnols qui produisent plus de cochons... donc on est passé 3ème ou 4ème quel que soit les espèces ! Pourquoi ? Parce qu'on a subi des distorsions de concurrence énorme, nous on a appliqué les réglementations, les Espagnols ont fait tout et n'importe quoi et on les a laissé faire, les Allemands travaillent dans les abattoirs avec des travailleurs détachés⁸ (des Roumains, des Polonais etc.) dont les salaires sont beaucoup plus bas. Résultat : ils nous ont piqué toutes nos parts de marché et nous on laisse faire ! On comprend bien qu'il faut attendre que les pays émergents nous rattrapent, on leur laisse le temps de gérer la progression sociale mais est ce qu'on a au moins un plan à 5 ans ou 10 ans pour se dire que demain on aura encore une agriculture ?

Aujourd'hui, ce qui est aberrant c'est qu'on a des Chambres d'agriculture qui sont financées par les pouvoirs publics, qui font des essais pour des vaches laitières qui produisent 5000 kilos de lait alors que tous les concurrents sont à 9 ou 10 000... Nos chambres d'agriculture ont des augmentations de salaires exponentielles, des pertes de résultat énormes et derrière on paye des conseillers pour les éleveurs, des prescripteurs pour donner des conseils complètement inadaptés qui font plaisir aux instances parisiennes (des gens qui n'ont jamais vu ni une vache ni un cochon de près) »

ENERGIE

Taxer le kérosène

2

Taxer tous les carburants (Kérosène, fuel lourd etc.)

2

Une participante : « On nous ennuie beaucoup au niveau de la voiture et quand on voit la quantité d'avions qui circulent...Et là, le kérosène est pas taxé donc il y a quelque chose qui est pas clair ! »

Un participant : « C'est vrai pour tous les carburants, parce que des bateaux qui consomment du fioul lourd quand on ramène des produits de chine etc. ça a un cout et ça fait du carbone aussi ! Mais ce n'est pas une décision seulement française c'est international »

ENERGIE/GRANDS PROJETS

Transparence et honnêteté des projets éoliens

1

Un participant : « J'aimerais que la présentation d'un projet éolien soit faite d'une façon tout à fait honnête et sincère, en respectant les normes qui sont en vigueur et sans piper les dés lors de la présentation du projet. J'ai eu l'occasion de participer à plusieurs débats sur des implantations d'éoliennes et il y a une pression énorme des lobbys de ces systèmes sur les élus et sur la population des lieux où elles doivent être implantées. Il y a des pylônes d'éoliennes qui e retrouvent à moins de 200m d'une habitation alors que la loi définit un minimum de 1000 mètres. »

⁸ Travailleur détaché : employé salarié d'une entreprise européenne, « détaché » pour aller travailler dans un autre État membre. Son salaire et ses conditions de travail dépendent du pays d'accueil, tandis que les cotisations sociales sont celles du pays d'origine.

Plus d'acceptation des grands projets par les citoyens

3

Non au référendum citoyen

4

Un participant : « Je voudrais revenir sur les projets qui sont choisis et une fois que ce projet est lancé, les gens bloquent localement. (...) C'est un choix citoyen de dire « faut que j'accepte des éoliennes pas loin », des voitures qui soient plus propres etc.

On se heurte à ce problème là et ça pose le problème du référendum et des choix qu'on peut poser. Le referendum citoyen moi j'y crois pas du tout parce que faire voter les gens -c'était le cas par exemple pour l'aéroport de Nantes- pour que le vote ne soit pas respecté parce que y a une minorité battante qui empêche le truc... »

Représenter le citoyen face aux lobbys

2

Un participant : « Dans les projets éoliens ou dans d'autres grands projets, pour pouvoir lire 300, 400 ou même plusieurs milliers de pages d'un dossier technique présenté par un lobby il faudrait des fonctionnaires bien payés pour les lire et en faire une synthèse efficace. En tant que citoyens, on profiterait éventuellement de leurs conclusions. Qui payons nous face aux lobbys ? qui peut représenter le citoyen face aux lobbys ? »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Aménagement des voies en circulation douce (pistes cyclables...)

3

Développer transports collectifs en zone rurale

3

Une participante : « Il faut des aménagements notamment de pistes cyclables pour pouvoir aller de la campagne au bourg sans systématiquement prendre la voiture. On ne peut même pas y aller à pied parce qu'il n'y a pas de bas-côté où on peut marcher et c'est extrêmement dangereux, donc on est obligés de prendre la voiture systématiquement : on a pas le choix ! »

Une autre participante : « On est nombreux à vouloir aller dans la transition écologique sauf que si on ne nous donne pas les moyens de le faire je vois pas comment on peut s'en sortir... Actuellement en zone rurale on est obligés de prendre la voiture puisqu'il n'y a pas de transports en commun donc on demande le développement des transports doux là où il y a des besoins (à la demande, en transports collectifs, transports doux, des voies cyclables...) »

Promouvoir la voiture à hydrogène = pollution 0

2

Un participant : « Il y a des voitures qui existent à l'hydrogène. Le Japon a maintenant des voitures à hydrogène, Volvo est en train d'en sortir, il y a une société à Paris qui en a 40... L'hydrogène, sur le plan écologique c'est 0 : c'est de l'eau ! Mais vous savez combien y a de pompes à hydrogène en France ? 4 !

J'aimerais bien que les écologistes s'emparent du sujet. On les cache aujourd'hui mais vous pouvez vous renseigner ça existe !⁹ »

Vision claire de la voiture écologique

3

Une participante : « J'aimerais que le gouvernement nous explique où il veut aller avec la voiture, parce qu'entre le fioul, la voiture électrique et tous les futurs développements dont on entend parler, on ne comprend plus rien et on perd un peu confiance ! Qu'il nous explique ce qu'il veut et où il veut aller de façon beaucoup plus claire ! Quel est le futur des voitures qu'on a aujourd'hui ? On a l'impression qu'on passe d'un truc à l'autre et qu'à peine une mesure est prise, elle est complètement rendue caduque par une autre... »

AUTRES SUJETS

Urgence d'agir pour les SDF et les pauvres

8

Un participant : « Nous sommes en 2019, est-il normal qu'il y ait 8 millions de pauvres et 200 000 SDF ? »

⁹ Les avantages écologiques de la voiture à hydrogène font débat, la production du carburant étant encore très coûteuse en énergies fossiles. Voir par exemple [cet article de L'Argus](#)

INFORMATION

Encourager le citoyen à s'informer

1

Un participant : « J'ai entendu qu'on se plaint du non travail de nos députés, mais on peut trouver l'info¹⁰ et savoir ce que fait le député : quelle loi il vote, à quelle commission il participe etc. En tant que citoyens, on a accès à une quantité d'information importante mais avons-nous envie d'aller la chercher ou voulons-nous rester dans nos idées toute faite et ne pas en sortir ? Il y a certainement besoin d'en connaître davantage et de plus de transparence mais il faut que les citoyens fassent leur travail et trouvent le temps de s'informer. On a quand même accès à beaucoup d'informations, et il y a aussi des médias indépendants qui font bien leur travail. »

Accès à l'information pour le citoyen/donner une information transparente, juste et sincère

2

Favoriser l'accès à la bonne information

1

Un participant : « Plusieurs choses ont été dites ce soir et c'est vrai qu'on pourrait en débattre pendant des heures puisqu'on est pas d'accord sur les chiffres etc. Moi en tant que citoyen, je m'estime chanceux de pouvoir lire, de pouvoir essayer de comprendre, décrypter, lire éventuellement plusieurs médias pour me faire ma propre idée mais ce qui me pose problème, c'est qu'à voir la crise de la démocratie de la participation citoyenne dans les différents votes et la mobilisation aujourd'hui notamment des « gilets jaunes » un peu partout, on s'aperçoit qu'il y a une défiance vis à vis de l'information donnée. On est seuls face à des informations ou on a trop d'informations et au final, plus personne ne croit en rien... Donc il faut de la transparence et j'irai même jusqu'à la pédagogie : donner l'information la plus réaliste possible, la plus juste possible pour que tout le monde puisse vraiment se faire une idée. »

Réseaux sociaux : qui parle ?

1

Pour un meilleur encadrement des réseaux sociaux

2

1

Une participante : « Sur la communication en général, je demanderais au gouvernement qu'il fasse vraiment quelque chose pour les « fake news » parce que c'est vraiment un poison ! Qu'il demande aux réseaux sociaux d'être capables de savoir qui parle ! Parce que quand quelqu'un parle mal, il faut qu'ils soient capables de lui dire qu'ils parlent mal. Qu'on arrive à mieux « surveiller » les réseaux sociaux et surtout les mauvaises informations. Il y a quand même 27 millions de personnes qui sont sur Facebook en France, qui s'y expriment et pas toujours de façon respectueuse. Qu'on sache qui parle ! La deuxième chose c'est demander au gouvernement qu'il fasse une campagne pédagogique pour apprendre aux gens à se servir des réseaux sociaux. »

EMPLOI

Plus de souplesse dans la réglementation sur le temps de travail

1

Un participant : « Les 35 h, c'était bien beau au départ : on faisait 35 heures pour être payé 39 mais ça n'a pas duré ! Maintenant c'est la précarité ! Alors si les gens veulent travailler 39 heures et que l'entreprise est d'accord je ne vois pas pourquoi on les empêche ! Moi j'ai fait plus de 39 heures par semaine : 40, 50... et je ne suis pas mort pour autant ! Qu'on laisse les gens travailler comme ils veulent ! »

Valoriser la formation professionnelle vis-à-vis des jeunes et des professionnels

3

Une participante : « Depuis de nombreuses années, la formation professionnelle a été complètement défavorisée. Les enseignants n'ont pas du tout soutenu les jeunes qui n'avaient pas la possibilité de continuer à faire des grandes études pour, au moins, leur donner une chance dans une formation professionnelle. Ensuite, ils se découvrent et arrivent même à progresser et à faire de grandes études ! La formation professionnelle en France a été énormément négligée et du coup on se retrouve avec des jeunes qui n'ont aucun objectif et qui sont démunis car ils ne trouvent que des petits boulots où ils sont mal payés et exploités et c'est vrai que ça leur donne pas envie de travailler. »

Réhabiliter l'apprentissage

3

Une participante : « Il faut que les entreprises prennent des apprentis parce que les apprentis veulent faire un métier mais ne trouvent pas d'entreprise ! Je pense qu'il faut donner aux jeunes des tuteurs, des entreprises qui les prennent, afin d'avoir un bon métier. On manque de plein de catégories de métiers et elles ne sont pas valorisées par le salaire ni par l'accompagnement. »

¹⁰ Sur le site de l'[Assemblée nationale](http://Assemblée.nationale), ou par exemple [Nos députés.fr](http://Nos.députés.fr), « observatoire citoyen de l'activité parlementaire »

Un participant : Remettons en place l'apprentissage, parce que quand on a des gens qui ont envie de faire un métier, et qu'on leur dit « non, attendez 16 ans parce que vous ne pouvez pas », avant on sait qu'ils n'étudieront pas... Ils n'ont pas envie, ils ont envie de faire un métier manuel ! »

Revaloriser la notion de travail

5

Inciter chacun à remplir sa mission

2

Un participant : « A ce sujet-là, je dirais qu'il y a quand même beaucoup d'entreprises qui cherchent à embaucher et les jeunes, entre autres, ont un comportement étrange : ils restent deux jours, cinq jours et repartent ! Je pense que c'est un problème d'éducation, de conscience, d'effort et ça, c'est le rôle des familles en premier chef et puis après celui de la société et donc des responsables, les députés, les élus etc. pour inciter les gens à faire en toute conscience leur travail. »

Un autre participant : « J'ai un ami qui est maire d'une grosse station dans les Alpes et aujourd'hui il y a 40% des employés hôteliers qui sont étrangers. Ils ne trouvent pas d'employés et ont été obligés de prendre des Roumains, des Bulgares...dans beaucoup d'hôtels parce qu'il faut bien ouvrir. Là, moi je pense qu'il y a une priorité à redonner aux salaires et au travail, parce que vous avez beaucoup de jeunes qui disent « on va travailler 8 mois et on a le droit au chômage », c'est pas un droit le chômage ! »

Revoir les conditions de travail dans l'hôtellerie et la restauration

3

Un participant : « Je voudrais rebondir là-dessus: dans l'hôtellerie, que je connais un petit peu, on trouve pas de personnes à embaucher. Mais il faut aussi voir à quel tarif ces gens-là sont payés, le nombre d'heures qu'ils ont à faire, quel type de contrat ils vont avoir, les logements qu'on va leur offrir pour pouvoir faire ce travail. Il y a plein de choses comme ça qu'il faudrait revoir. Je rappelle tout simplement que le SMIC hôtelier est de 200 euros inférieur au SMIC normal ! »

Pas de travail pour tout le monde - Comment vivre dignement ?

2

Un participant : « Il y a 600 000 offres d'emploi sur le site de Pôle Emploi et 5,5 millions de demandeurs d'emploi donc il est évident qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde ! On a beau critiquer ceux qui, a priori, ont le luxe de ne pas investir le travail, mais on nous dit qu'en fait il n'y a pas de boulot pour tout le monde ! Nos jeunes s'ils sont pas là, c'est qu'aussi ils ont du mal à se projeter dans l'avenir puisque de toute façon... Comment construire une société avec cette problématique : il n'y a pas de travail pour tout le monde, le nombre de salariés est en baisse... ? Comment permettre à chacun de vivre dignement ? »

MEDECINE

Stop au numerus clausus en médecine

2

Une participante : « J'ai un point à ajouter et à faire remonter en haut lieu : le problème du numerus clausus¹¹ des étudiants en médecine. On est récemment arrivés en région Bretagne et on a des rdv chez un spécialiste que dans 6 mois ou plus, c'est une catastrophe ! »

¹¹ Numerus clausus : limitation du nombre de personnes admises à poursuivre les études de médecine, sur concours, après la première année Le numerus clausus est fixé par arrêté signé par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé.

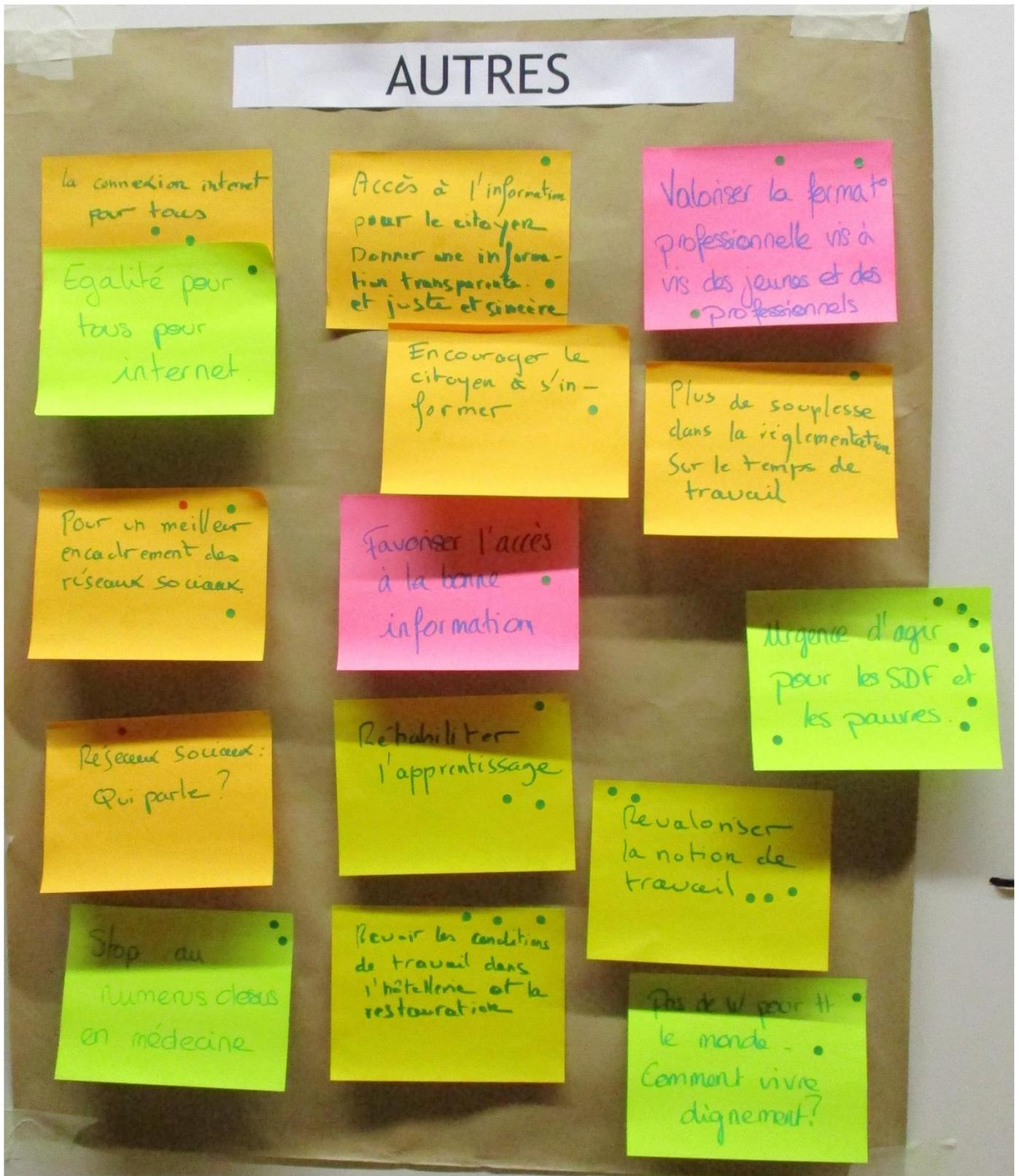
CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Vision claire
de la voiture
écologique

Taxer le
Kerogène

Taxer tous
les carburants
(Kerogène, fuel
lourd, etc.)

Développer trans-
port collectif en
zone rurale
(piste cyclable, bus,
piétons)

Aminagement
de voies en
circulation
douce (piste cyclable)

Plus d'acceptation
des grands projets
par les citoyens

Transparence et
honnêteté des
projets éblins

Promouvoir la
voiture à hydrogène
= Pollution 0

PLAN POUR
L'AGRICULTURE
A MOYEN TERME

Désinstitution-
naliser
l'agriculture

PRIORITE A
L'ALIMENTATION
HUMAINE DANS
L'AGRICULTURE

Harmonisation
des normes
européennes pour
l'agriculture

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Faire apparaître le mot élus dans le financement des élus.

Réduire le train de vie des élus

Mieux adapter les tranches d'imposition

Indexation des pensions de retraite sur le coût de la vie

↓ de Comité
↑ de Pouvoir

Pouvoir appréhender de ce qu'on paye à l'Etat et de ce qu'il nous offre

Impôts pour tous

Remettre la demi-part pour les veufs/veuves

~~Eviter~~
Supprimer les niches fiscales

Pas d'impôts sur l'impôt

Moduler la TVA sur produits première nécessité et

Trop de taxes pour les retraités
Trop d'impôts tue l'impôt.

Rendre l'impôt plus simple et plus compréhensible

Réforme des régimes spéciaux de retraite

plus de priorité à ceux qui ont payés et cotisés en Fce

Impôts et taxes raisonnables

Egalité des citoyens face à la retraite

Baisser les taxes pour permettre à tous les citoyens de payer l'impôt sur le revenu

Augmenter le pouvoir d'achat

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET LES SERVICES PUBLICS

Réduire le mille
feuille administratif

Députés trop
absents.

Exiger un casier
vierge pour tous
les élus

Rendre les lois
plus efficaces.

Non à la
précarité dans
le service public

Présence minimum
du service
public dans la
ruralité.

Territorialisation
des décisions
européennes

Uniformiser les
règles pour une
cohérence globale
en Europe.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Prendre en compte le vote blanc

VOTE OBLIGATOIRE

Préserver la représentativité des élus
Préserver la démocratie

MINIMUM DE VOTES POUR 1 loi

Renforcer la présence et les votes des élus au niveau de l'assemblée nationale et du parlement européen

Préserver le centre pouvoir du sénat

HALTE aux privilèges des élus. (RETRAITES...)

Faire des lois applicables.

Pas de nouvelles lois avant de vérifier les anciennes lois

Représenter le citoyen face aux lobbys

Redonner aux jeunes une nuit d'avenir

Non au référendum citoyen

Favoriser la participation des jeunes et les impliquer dans la citoyenneté

Reconnaître le travail des élus et rémunérer en conséquence

Insister chacun à remplir sa mission.